

sens le plus noble et élargi, étant donné qu'elle œuvre prioritairement pour le renforcement et développement de l'Institution, notamment dans les Pays de l'espace francophone.

Voici la toile de fond de l'A.O.M.F., qui a su également prendre en compte les récentes évolutions intervenues dans les missions du Médiateur/Ombudsman en tant qu'autorité publique de contrôle des droits de la population contre toute forme d'abus, erreurs, négligences et injustices, afin de répondre aux attentes de la société toute entière et de permettre à l'ensemble des populations, et notamment aux plus vulnérables, d'accéder aux possibilités offertes par ce mode alternatif de règlement des conflits.

Bien plus, le "Préambule" des nouveaux "Statuts" (qui est une "véritable profession de foi", diraient les uns, une "utopie" diraient les autres, comme l'a synthétisé M^e Jacoby, Président de la Commission pour la révision des "Statuts" dont j'ai fait partie) reconnaît que les valeurs démocratiques ne sont jamais acquises, que leur défense doit être permanente et qu'elles doivent être mesurées sur la base de l'effectivité des droits de la personne (alinéa 8). C'est pourquoi, "l'Association et ses membres sont tenus de promouvoir et de défendre à la fois la démocratie, l'Etat de droit, la paix sociale et les droits de la personne consacrés par des textes tant internationaux que nationaux". Ainsi, "avec l'humilité qui s'impose, l'on doit retenir que l'A.O.M.F. semble, aujourd'hui, être la seule organisation de Médiateurs/Ombudsmans à dépasser le cadre des simples désirs, vœux, objectifs et principes, autant pour le concept de l'indépendance que pour les questions liées à l'exercice de la démocratie".

En particulier, pour la mise en œuvre et l'efficacité de son mandat, le Médiateur/Ombudsman de la Francophonie devrait - règle générale - être reconnu officiellement comme Institution publique de promotion et protection des droits et libertés de la personne et, donc, répondre à des critères précis que l'on retrouve dans les "Principes de Paris" et dans les lois gouvernant les Associations professionnelles, comme les "Statuts" de l'A.O.M.F. et les "Règlements généraux" de l'I.O.I.. L'indépendance des Médiateurs/Ombudsmans occupe une place importante parmi ces critères de qualification: indépendance et du Gouvernement et des Fonctionnaires, bien sûr, s'agissant d'un gardien de l'Etat contre les abus, les excès et la corruption.

Et si un bon nombre de textes portant création des bureaux de médiation ne mentionne pas expressément la compétence des Médiateurs/Ombudsmans sur les droits et libertés de la personne, il faut se demander si le silence des lois constitue un obstacle à cet exercice. L'on doit, certes, accepter que les "Statuts" de l'A.O.M.F., malgré leur caractère contraignant, ne peuvent outrepasser le mandat législatif conféré spécifiquement à chaque Institution par les textes nationaux et régionaux. Mais, néanmoins, les règles d'interprétation enseignent que le silence n'est pas une cause de "non application", parce que le législateur ne peut pas tout prévoir et c'est, donc, seulement en cas de doute objectif qu'il y a lieu de décider si le Médiateur/Ombudsman a, ou non, compétences ou pouvoirs afférents. Bref, le Médiateur/Ombudsman a compétence sur les droits de l'Homme, sauf si la loi constitutive restreint son pouvoir d'agir, formellement ou par implication, ou si une loi attribue manifestement cette compétence à une autorité différente. De toute façon, ce qui importe, c'est d'adopter tous les moyens possibles pour coordonner les actions de chacun, de façon à éviter des interventions parallèles pour une même réclamation alors qu'il serait peut-être souhaitable d'intervenir en collaboration et d'assurer, par là, aux citoyens le plein exercice de leurs droits.

Dans cette optique, suite aux accord pris au séminaire de formation de Québec et à la "Déclaration finale" du III^{ème} congrès statutaire de Yasmine Hammamet, il a été établi que toutes les Institutions membres de l'A.O.M.F. envoient leur "Rapport annuel" à l'A.I.F.: et ce, afin de permettre à l'Agence d'avoir une vue plus précise et ajournée de la situation dans les différents bureaux, notamment en ce qui concerne l'application des pratiques de la démocratie dans l'espace francophone.

Dans le cadre du partenariat 2005 et de la mise en œuvre du dispositif d'observation et d'évaluation permanentes des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés, l'A.I.F. a, de plus, envoyé à la Présidente de l'A.O.M.F. un

questionnaire détaillé concernant le fonctionnement des Institutions, leurs compétences, leur degré d'autonomie, leurs domaines d'action etc.. J'ai procédé, alors, à la transmission du questionnaire aux membres de l'Association, accompagné d'une lettre expliquant plus en détail le projet de l'A.I.F. et demandant de bien vouloir le renvoyer, dûment rempli (ce qu'une grande partie des membres ont fait), et j'ai fait parvenir, en même temps, à la Déléguée aux droits de l'Homme et à la démocratie, M^{me} Desouches, une lettre contenant des précisions spécifiques à ce sujet. Et ce, parce que, dès ma première visite officielle à l'A.I.F., en mai 2004, en qualité de Présidente, j'ai défendu avec force une politique pragmatique, visant à faire grandir, tous ensemble, les membres de l'A.O.M.F., en essayant de les impliquer le plus possible dans la vie de l'Association et de les soutenir d'une manière équitable. C'est la raison pour laquelle, dans ma lettre de réponse à M^{me} Desouches, j'ai tenu à préciser que le questionnaire pourrait mettre certaines Institutions en difficulté, notamment les Médiateurs/Ombudsmans ne possédant pas, à tout le moins dans les faits, une réelle indépendance à l'égard de leur Gouvernement: ce qui pourrait avoir un effet inverse qui affaiblirait l'Institution et la Francophonie plutôt que de les renforcer.

Toujours dans l'optique de l'étroite collaboration entre l'A.O.M.F. et l'A.I.F., j'ai approuvé la proposition du cadre de programmation quadriennale de la Francophonie 2006-2009, prédisposée par l'A.I.F.. Je me suis réjouie de voir que ce document prend en compte les contributions, écrites et orales, que l'A.O.M.F. a eu l'occasion d'apporter. Développer un esprit de tolérance, promouvoir une culture démocratique sous toutes ses formes visant à garantir l'Etat de droit et la paix sociale afin que les citoyens puissent vivre "à l'abri de la pauvreté, sans peur, dans la dignité", assurer l'égalité des sexes, non seulement dans le monde du travail mais aussi dans tous les secteurs décisionnels du monde moderne, garantir à la jeunesse, qui représente le futur du monde, une correcte et efficace éducation à la démocratie (et ce, notamment, à travers, d'abord, les écoles et, ensuite, la formation continue de l'individu), défendre et valoriser tout type de minorité (aussi bien individuelle que de groupe), travailler en vue de prévenir et régler de manière pacifique les crises et les conflits (voir, à titre d'exemple, ma présence au I^{er} colloque international de Yamoussoukro, en Côte-d'Ivoire) sont des objectifs qui rentrent également dans le plan d'action de l'A.O.M.F. et qui nécessitent un soutien et une attention continus et assidus de la part de nous tous.

Ce document de l'A.I.F.-A.O.M.F. permet, en outre, aux Médiateurs/Ombudsmans de la Francophonie de réfléchir sur leur mission et d'évaluer dans quelle mesure le travail qu'ils accomplissent respecte les lignes directrices et les engagements contenus dans les propositions-cadre communes à l'A.O.M.F. et à l'A.I.F.. Et ce, étant donné que les objectifs tracés devraient pouvoir être mis en application au quotidien par chaque Pays appartenant à l'espace francophone et à l'avantage de tous et de chacun: il est donc de notre devoir de travailler, tous ensemble, afin de trouver les moyens les plus adéquats à cette fin.

Il est bon également de souligner que, depuis ma première rencontre avec l'A.I.F., en mai 2004, la mise en place du site Internet a représenté une étape importante dans le parcours vers une meilleure divulgation des informations et, par conséquent, en vue d'une tutelle des droits plus élargie. Il s'agit d'une étape qui a été franchie grâce à l'aide de l'A.I.F., qui a bien voulu prendre en charge cette tâche avec le professionnalisme qui la caractérise. Les résultats sont significatifs et ont permis une constante mise à jour des données concernant la vie et l'activité de l'Association en général, mais aussi celles de chaque bureau. La collaboration entre nos deux Institutions a été, donc, à ce sujet aussi, exemplaire et j'espère vivement qu'elle se poursuivra avec le souhait que ce travail soit pris en charge par le bureau du Secrétariat permanent de l'A.O.M.F., dont le projet de faisabilité est à l'étude.

En ce qui concerne notre IV^{ème} congrès statutaire d'aujourd'hui, je désire, également, souligner les excellents rapports de collaboration entretenus entre la Présidence de l'A.O.M.F. et le bureau du Médiateur de la République Française, et, donc, remercier infiniment - au nom de toute l'Association et à titre personnel - le Médiateur de la République Française, M. Jean-Paul Delevoye, et ses collaborateurs, pour avoir organisé dans le respect de la meilleure

tradition française ce congrès, dont le thème choisi, "Le Médiateur: interprète des attentes, acteur des réformes", résume parfaitement l'importance du rôle joué par les Médiateurs/Ombudsmans, notamment de l'A.O.M.F., au sein de nos sociétés, à l'égard et des citoyens et des Institutions. J'adresse aussi un remerciement tout particulier au Maire de la Ville de Paris, M. Bertrand Delanoë, et à la Médiatrice de la Ville de Paris, M^{me} Frédérique Calandra, qui nous accueillent dans ce cadre merveilleux et qui ont déployé tous leurs efforts afin de garantir le plus grand prestige à notre congrès.

C'est, du reste, ce que nous nous attendions tous, y compris les anciens Médiateurs/Ombudsmans, les Universités et les Organismes/Institutions opérant dans le domaine de la défense des droits de la personne qui suivent, avec un intérêt de plus en plus grand, les travaux et les buts de notre Association, répondant ainsi, avec succès et en esprit de collaboration élargie, à un point précis du plan d'action que j'ai adopté durant mon mandat de Secrétaire Générale et poursuivi avec engagement durant toute ma période de présidence. Je me suis, en effet, toujours appliquée à maintenir la plus grande harmonie à l'intérieur de notre Association, en considérant essentielle et indispensable la contribution de chacun (des petits comme des grands, comme le veut le martyr de la résistance valdôtaine Emile Chanoux), tout en essayant et de faire découvrir l'A.O.M.F. au monde extérieur et d'assurer son ouverture à tous les niveaux de la société, en impliquant successivement surtout le monde de la recherche, de la politique et des Médiateurs/Ombudsmans, trois mondes qui ont souvent été séparés, dans le passé, tandis qu'ils devraient travailler en synergie au service des citoyens et en vue d'assurer la paix sociale.

Mais revenons, avant de conclure, à la "substance" de la démocratie, dont au titre du congrès. Comme vous le savez, dans une démocratie, les textes doivent révéler notamment les éléments suivants: la reconnaissance de la souveraineté populaire avec régularité d'élections compétitives; un Etat de droit respectant les libertés et les droits individuels; une structure de gouvernement pluraliste, fondée sur la séparation des pouvoirs, et une diversité des partis politiques. De plus, le Médiateur/Ombudsman travaille pour la démocratie réelle, qu'il faut distinguer par rapport à la démocratie formelle. Or, de nos jours, il est généralement reconnu que c'est l'effectivité du respect des droits qui permet de mesurer la réalité de la démocratie; de plus, bien que les indicateurs de la démocratie soient multiples, la pratique de la démocratie suppose l'existence d'autorités publiques de contrôle de l'Administration et d'écoute du citoyen, comme le sont, justement, les Médiateurs/Ombudsmans.

Il est à noter, par ailleurs, que les Etats, malgré la ratification des instruments internationaux, ne s'empressent pas toujours d'harmoniser leur législation, réglementation et pratique administrative: c'est là que les Médiateurs/Ombudsmans, dans leur fonction de proposition de réformes, peuvent jouer un rôle qui s'inscrit clairement dans les engagements que l'A.O.M.F. et ses membres ont pris.

Il existe un temps pour la semence et un autre pour la récolte, récite la Bible, et ceci est valable pour chaque homme, ainsi que pour les Associations auxquelles les hommes donnent vie, y comprise l'A.O.M.F.. Aujourd'hui, se vérifie une mondialisation négative, faite d'intérêts et d'exploitations, mais il existe aussi une mondialisation positive, faite de solidarité et d'espoir. Que nous puissions nous retrouver toujours, tous ensemble, engagés dans "le juste combat", en vue d'une existence qui soit réellement et, pour tout un chacun, digne d'être vécue.

Ma charge de Présidente de l'A.O.M.F., à ce jour, représente pour moi une expérience unique, non seulement au niveau du travail, mais aussi et surtout au niveau des relations humaines qui sont un gage réel d'enrichissement. Je vous remercie, donc, toutes et tous, chères consœurs et chers confrères, et de tout mon cœur, vous souhaitant bon travail et toute forme de fécondité et de bonheur qui soit possible sur terre.

Merci de votre attention. Bonne et belle journée à tous.

**INTERVENTO DEL COORDINATORE NAZIONALE ALLA TAVOLA ROTONDA,
A.C. UFFICIO DEL DIFENSORE CIVICO E PROVINCIA AUTONOMA DI TRENTO,
SUL TEMA
VENT'ANNI DI DIFENSORE CIVICO TRENTOINO.
*L'ISTITUTO TRA PASSATO E FUTURO (Trento 15.12.2005)***

Autorità,
Cari Colleghi,
Signore e Signori,

è per me motivo di onore e di gioia partecipare all'incontro voluto dalla collega Donata Borgonovo Re per celebrare i vent'anni dell'Istituto in questa Provincia autonoma che vuole riflettere sulla sua storia e, nel contempo, rafforzarne le prospettive nell'ottica dell'evoluzione avvenuta in Italia, in Europa e nel mondo. Tempo, dunque, di bilanci e di progettualità.

E', altresì, un piacere poter conoscere di persona il primo Difensore civico trentino Enrico Bolognani, di cui ho sentito molto parlare come solido fondatore della pratica della difesa civica in questa terra, e rincontrare i colleghi Alberto Olivo e Fabio Bortolotti, con cui ho avuto modo di collaborare negli anni, nel caso del dott. Olivo anche in ambito internazionale, con una scelta che avrebbe poi caratterizzato la sottoscritta e la sua Valle, sin da quando ero l'unico Difensore civico regionale donna. Altri tempi....

Mi è stato chiesto di parlare della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, che mi onoro di coordinare, con riferimento specifico al progetto-bozza per una legge-quadro di difesa civica nazionale, elaborato all'unanimità nel febbraio scorso: il che significa, in altri termini, tracciare un bilancio di quanto fatto (anche come "Coordinamento", così come chiamata la Conferenza nei primi anni del suo esistere, a partire dal '95). Ma non posso esimermi dal riflettere sui temi assegnati agli altri partecipanti a questa Tavola rotonda, ruotanti tutti sulla tutela dei diritti, soprattutto dei più deboli (carcere e infanzia, a titolo es.), come vuole la difesa civica più impegnata, anche se è vero che il controllo della legittimità degli atti è pur sempre azione di tutela dei diritti (basti pensare ai casi esemplari dei concorsi e degli appalti).

Una linea, questa, da sempre perseguita dal Coordinamento, soprattutto da quando la Conferenza è stata riconosciuta anche ufficialmente (nella forma, altresì, di rappresentanza esterna della difesa civica italiana nel mondo) dal Congresso delle Regioni, grazie ad una *Risoluzione* del 5 giugno 2002 (*Le Regioni per una Difesa Civica generalizzata e forte a tutela e garanzia dei cittadini*), a coronamento di quanto realizzato negli anni, una *Risoluzione* recepita anche ufficialmente e operativamente dal *Médiateur européen*, che interpella e invita regolarmente il Coordinatore *pro tempore* in rappresentanza dell'Italia per lavori comuni tra Paesi dell'U.E..

Sullo sfondo, quindi, del tema della tutela dei diritti - nella forma stragiudiziale, preventiva e proattiva che è tipica dell'Istituto, a garanzia dell'effettività della democrazia nel quotidiano - tema che mi trova particolarmente interessata e documentata anche per gli impegni internazionali assunti, devo e voglio indugiare sull'argomento specifico richiestomi con la consapevolezza di trattare, pur sempre, un soggetto sostanziale nell'ambito delle garanzie e dei diritti, dovendo inevitabilmente parlare anche di come fare per rendere effettivo il diritto di tutti gli Italiani a poter usufruire della difesa civica, relativamente ad ogni ambito e livello della Pubblica Amministrazione.

Né va dimenticato, in merito, che la *Carta dei diritti fondamentali dell'U.E.*, conosciuta anche come Carta di Nizza, che è alla base della *Costituzione europea*, comprende, tra i diritti fondamentali del Cittadino europeo quello ad una buona amministrazione e prevede, di conseguenza, il diritto di rivolgersi al *Médiateur* in caso di cattiva amministrazione. Un diritto che il mondo ci invidia, anche nell'ambito della ricerca universitaria e dei responsabili politici delle democrazie più

avanzate (a titolo es., il Canada), e che l'Italia ha sufficientemente realizzato a livello regionale (con un vuoto vistoso, però, per il meridione) e in parte a livello locale (perché la presenza è pur sempre a macchia di leopardo), con carenze, dunque, di funzionalità, sia per quanto concerne l'efficienza della rete di servizio che per ciò che attiene le competenze sui Ministeri centrali, a tutt'oggi scoperti.

In quest'ottica, come Conferenza dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome ci siamo mossi riprendendo un cammino e un impegno comune che fu già del Coordinamento, fatto salvo un punto di distinguo per quanto attiene l'opportunità/necessità di un Difensore civico nazionale (ipotizzato, di tanto in tanto, a livello governativo - bisogna dirlo - in rapporto a qualche *chapeau* da assegnare, come dicono i francofoni....), votato all'unanimità ma successivamente riconsiderato da alcuni almeno in termini di priorità rispetto ad una legge-quadro che assicuri a tutti, in Italia, una difesa civica regionale e locale.

Su di un punto, infatti, sono da sempre concordi i Difensori civici italiani: sulla necessità di lavorare perché tutti nel nostro Paese possano concretamente usufruire di questa forma di tutela - stragiudiziale, preventiva e proattiva - assicurando, quindi, la presenza di Uffici adeguati sull'intero territorio nazionale (come da diverse proposte di legge-quadro, cui Coordinamento e Conferenza hanno cooperato negli anni), tenuto conto degli ambiti territoriali, dei Cittadini interessati e delle risorse necessarie e disponibili, ma, altresì, applicando l'istituto della sussidiarietà per le zone scoperte e per i Ministeri centrali, la cui competenza è stata in pratica assunta, soprattutto negli ultimi anni, dal Coordinatore nazionale *pro tempore*, certamente senza esplicita previsione normativa e, dunque, con tutte le debolezze conseguenti.

Il che diventa, oggi, obiettivo concreto e corale, essendo ormai la Conferenza aperta a sistematici lavori di confronto sinergico con i rappresentanti locali designati per le varie Regioni: una tappa da me voluta negli anni, anche a distinguo rispetto ad altri colleghi, e oggi sentita da tutti i Difensori civici regionali, a superamento di certa sufficienza che aveva caratterizzato il passato e che non pochi problemi aveva creato, ivi compreso il proliferare di scorretti e sostitutivi legami associativi, spesso di natura privatistica, miranti a superare lo scollamento e la solitudine patiti soprattutto dai colleghi del sud.

Per questo possiamo ormai sistematicamente lavorare nell'ottica prioritaria di una legge-quadro sulla difesa civica in Italia, che ci ha visti impegnati e uniti, mentre per la tappa del Difensore civico nazionale, per molti successiva, le visioni e le valutazioni sono ancora variegate, pur essendo unanimemente condivisa la necessità di vedere assegnate, almeno ai colleghi regionali, le competenze per i Ministeri centrali, là dove molto si decide soprattutto in termini di proposte di riforme normative e/o amministrative, in vista di soluzioni radicali, nell'ottica dell'equità e del diritto sostanziale, relativamente alle proteste e ai problemi evidenziati, con l'eliminazione delle cause stesse del malcontento e conseguente recupero della fiducia dei Cittadini nei confronti delle Istituzioni. Con ciò assegnando al Difensore civico specifiche competenze e poteri solo nell'ottica della conciliazione e della soluzione: il che implica però l'obbligo di collaborazione da parte dei Politici e, soprattutto, dei Funzionari.

Con la consapevolezza, altresì, che anche il mondo della ricerca (con cui sinergicamente stiamo da poco lavorando in Italia, così come con i Politici, mentre in passato le strade di questi tre ambiti, in materia di difesa civica, sono state autonome, quando non competitive e conflittuali, a discapito del bene comune) ha ormai qualificato l'Istituto come non solo utile ma necessario, anche se l'ottica del Difensore civico deve essere, a mio avviso, quella, utopica, di renderlo superfluo, perché questo sarebbe il semaforo concreto della democrazia, consistendo quest'ultima non in una definizione ma nell'effettività della pratica quotidiana dei diritti per tutti e per ciascuno. Vi ringrazio.

**INTERVENTO DEL COORDINATORE NAZIONALE AL DIBATTITO,
A.C. UFFICIO DEL DIFENSORE CIVICO E COMUNE DI PESARO,
SUL TEMA
*DIRITTI UMANI E DIFENSORE CIVICO (Pesaro 16.12.2005)***

Autorità,
Cari Colleghi,
Signore e Signori,

Vi sono grata per questo invito, tanto più che il tema scelto per l'Incontro-dibattito va al cuore della funzione dell'*Ombudsman* nella linea che ritengo più feconda e attuale. C'è, infatti, un'interpretazione dell'Istituto che mira principalmente al controllo della legittimità degli atti, della trasparenza amministrativa, e un'altra che punta maggiormente sulla tutela dei diritti, soprattutto dei più deboli. E ciò ad ogni livello e in ogni ambito: comunale, regionale, nazionale, europeo, mondiale.

E' pur vero che, nella misura in cui il Difensore civico si fa garante *super partes* (nei limiti delle potenzialità umane, ma con coraggio) della correttezza amministrativa, con ciò stesso diventa tutore dei diritti, soprattutto per chi ne ha bisogno in forma stragiudiziale e proattiva: basta pensare ad un concorso, ad un appalto, per comprendere la necessità e l'inevitabilità della convergenza delle due strade in una sola, che può essere feconda di futuri sviluppi, nell'ottica della pace e della rifondazione sociale che nascono dalla garanzia della trasparenza, in questo caso amministrativa, capace di restituire al Cittadino fiducia nelle Istituzioni.

Non è un caso se, tra le eminenti personalità che ho avuto modo di incontrare e da cui ho tratto nutrimento per la mia mente e prospettive di impegno quotidiano, ho il piacere di rivedere oggi l'on. Giovanni Di Stasi, Presidente del Congresso dei Poteri locali e regionali del Consiglio d'Europa, che, nella coerenza del suo impegno politico, a tutti noto, ha sempre dato concreto e privilegiato spazio di competenza alla difesa civica, soprattutto nella forma di prossimità del servizio, come solo la difesa civica regionale e locale possono assicurare. Mi piace, a proposito, ricordare non solo di essere stata, per così dire, "madrina" della legge regionale sul Difensore civico in Molise, in occasione della sua presentazione (una bella legge, ma, purtroppo, a tutt'oggi manca il titolare...), ma anche di aver assunto e programmato comuni impegni congressuali in Italia e in Europa in tema di tutela dei diritti e di difesa civica.

Certo, se la prossimità del servizio è il fiore all'occhiello della difesa civica italiana (e ci conforta che in questa linea si muova la *Risoluzione n. 80/99* del Congresso dei Poteri locali e regionali del Consiglio d'Europa su *Le rôle des Médiateurs/Ombudsmans dans la défense des droits des citoyens*, a tutt'oggi il testo più illuminante per la concreta valorizzazione dell'Istituto), non va sottovalutato il problema della disorganicità del servizio sul territorio nazionale, cui la Conferenza dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, che ho l'onore di coordinare, sta tentando di far fronte, sia mediante una "rete" efficiente tra Uffici, sia tramite l'applicazione dell'istituto della sussidiarietà, costituzionalmente garantito, specie per quanto attiene i Ministeri centrali e le zone non ancora coperte da Uffici regionali e/o locali, sia con l'elaborazione di una bozza di legge-quadro per la difesa civica in Italia, in vista anche di un Difensore civico nazionale, invocato soprattutto a livello europeo, ma non da tutti i Difensori civici condiviso, eccezion fatta per le attribuzioni delle competenze sui Ministeri centrali, in assenza di analoghi poteri in capo ai colleghi regionali.

Ad ogni buon conto, è certo che, a livello mondiale, la crescita esponenziale di questa forma di tutela stragiudiziale, preventiva e proattiva - direttamente proporzionale alla crisi generale della giustizia: lenta, costosa e inadeguata sempre, ma soprattutto per i più deboli - sta diventando misura dell'effettività della democrazia nel quotidiano, là dove si gioca la realtà del progresso di ogni popolo nel campo dei diritti. Perché le *Carte costituzionali*, così come le *Dichiarazioni dei diritti* (quella universale, quella europea, quella africana di Bamako, a titolo es.), per quanto fondamentali, non bastano ad

assicurare la pratica della democrazia, che non può comunque prescindere dall'ascolto del Cittadino, anche di quello che voce non ha, ma sa spesso pensare pensieri, anche politico-giuridici, rilevanti.

Lezioni, in tal senso, vengono dai *Defensores del Pueblo* ibero-americani, da sempre in prima linea nella tutela dei diritti, soprattutto per i più deboli (immigrazione, infanzia e adolescenza, a titolo es.), un modello per tutti noi, anche per la capacità di lavorare in sinergia con le Università e per i tentativi di collegamento, forte e critico, con quei regimi politici che stanno camminando con coerenza sulla strada dello stato di diritto, della tutela dei diritti e della pace sociale, a partire dalle *Carte costituzionali*, caratterizzate da esplicita previsione dell'Istituto.

Nella mia esperienza, proprio dall'Africa e dal sud America vengono esempi efficaci per interpretare il nostro ruolo a tutela dei diritti, ma stimoli vengono altresì dall'Europa, dallo stesso Congresso dei Poteri locali e regionali e dal Commissario per i diritti umani, a titolo es., che hanno investito sulla professionalità del servizio di difesa civica per tutti, nella forma concretamente usufruibile da ciascuno, cioè da vicino; vengono, ancora, da quella *Carta dei diritti fondamentali dell'U.E.*, nota anche come *Carta di Nizza*, che è alla base della *Costituzione europea* e che tutto il mondo ci invidia (il Canada, a titolo es., che pure è una democrazia matura), soprattutto per veder riconosciuto tra i diritti fondamentali il diritto ad una buona amministrazione (art. 41) e il conseguente diritto di rivolgersi al *Médiateur* in caso di cattiva amministrazione (art. 43).

A riprova, se ce ne fosse bisogno, che il controllo degli atti e la tutela dei diritti sono tutt'uno, tanto più quando dall'atto amministrativo si passa all'attività che dal primo deriva e che il primo completa.

La mia esperienza in merito - sia sotto il profilo, sempre prioritario, dell'impegno per la mia Valle, che come Coordinatore *pro tempore* della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome e Presidente dell'Associazione mondiale francofona (A.O.M.F.) - comprensiva di *Protocolli di Intesa* con la gemella Associazione degli Ibero-americani (F.I.O.) e con l'Istituto Internazionale dell'Ombudsman (I.O.I.), è ricca, ma sempre da perfezionare.

Resto, pertanto, a vostra disposizione per quanto potrà essere utile, in riferimento a vostri stimoli, apporti, quesiti, e vi ringrazio di cuore, felice di essere con voi.

PUBBLICAZIONI E LAVORI DI RICERCA CON RIFERIMENTO ALL'UFFICIO VALDOSTANO

- M.G. Vacchina, *Quali i diritti del malato* in AA.VV., *I Difensori civici d'Europa*, Bollettino di informazione a c. *Médiateur européen*, n. 4/2005, Strasburgo aprile 2005, p. 49-51 (ed. plurilingue europea)
- M.G. Vacchina, *L'attività di controllo, il diritto di accesso agli atti e il Difensore civico: problemi e prospettive e Conclusioni del Convegno* in AA.VV., *Atti del Convegno nazionale*, a c. Consiglio regionale e Ufficio del Difensore civico della Basilicata, Maratea 22.10. 2004, Potenza 2005, p. 112-123 e 134-139
- M.G. Vacchina, *L'azienda pubblica. La responsabilità del Cittadino*, intervento al Corso di formazione manageriale Area tecnico-amministrativa U.S.L. sul tema *L'Area tecnico/amministrativa. Funzioni di supporto, la ricerca internazionale del giusto equilibrio tra rispetto dei profili formali e ricerca dell'efficienza produttiva*, Aosta 26.10.2004, ed. Cd-Rom, Aosta 2005
- M.G. Vacchina, *Difesa civica impegnata per il carcere* in AA.VV., *I Difensori civici d'Europa*, Bollettino di informazione a c. del *Médiateur européen*, n. 5/2005, Strasburgo ottobre 2005, p. 49-50 (ed. plurilingue europea)
- M.G. Vacchina, *La difesa civica nel contesto europeo e mondiale/La médiation dans le contexte européen et mondial* in "Relazione/Rapport annuale del Difensore civico R.A.V.A.", 2004/2005, Aosta 2005, p. varie
- M.G. Vacchina, *La Déclaration de Bamako et sa mise en œuvre. Le rôle de l'A.O.M.F.*, allocution de la Présidente de l'A.O.M.F. et discours de clôture à l'occasion du I^{er} colloque international de la Médiation de la République de Côte-d'Ivoire sur *Le renforcement des capacités du Médiateur de la République et l'élaboration d'un plan stratégique portant sur la période 2005-2010*, Yamassoukro 20-23.6.2005, éd. vidéo, 2005
- M.G. Vacchina, *Allocution d'ouverture*, in qualità di *Présidente* al IV congresso statutario A.O.M.F. sul tema *Le médiateur: interprète des attentes, acteur des réformes*, Parigi 28-30.11.2005, in AA.VV., *Atti del IV congresso statutario A.O.M.F.*, Paris (in corso di stampa) e in Rivista *Diwan Al Madhalim*, n. 4, Ufficio del Mediatore del Marocco, Rabat (in corso di stampa)
- M.G. Vacchina, *Diritti umani e Difensore civico* in AA.VV., *I Difensori civici d'Europa*, Bollettino di informazione a c. del *Médiateur européen*, n. 6/2006, Strasburgo (in corso di stampa) (ed. plurilingue europea)
- M.G. Vacchina, *La Conferenza dei Difensori civici regionali e il progetto di difesa civica nazionale* in AA.VV., *Atti della Tavola rotonda sul tema Vent'anni di Difensore civico trentino. L'Istituto tra passato e futuro*, a c. Ufficio del Difensore civico e Provincia autonoma di Trento, Trento 16.12.2005, Trento (in corso di stampa)
- M.G. Vacchina, *Diritti umani e Difensore civico* in AA.VV., *Atti dell'Incontro-dibattito sul tema Diritti umani e Difensore civico*, a c. Ufficio del Difensore civico e Comune di Pesaro, Pesaro 17.12.2005, Pesaro (in corso di stampa)
- A. Fedeli, *La difesa civica nell'ordinamento regionale*, tesi di laurea in giurisprudenza (diritto pubblico), Università "Tor Vergata" di Roma, a. acc. 2005/2006
- M. Guidi, contributo italiano per sito Internet Parlamento Europeo sul *Médiateur européen*, estate 2005
- I. Ferraretto, *L'Istituto del Difensore civico nell'ordinamento italiano*, tesi di laurea specialistica in Scienze Politiche (Istituzioni e Politiche dei diritti umani e della pace), Università di Padova, Relatore L. Strumendo, a. acc. 2005/2006

- V. Pezzicoli, *L'Istituto del Difensore civico*, tesi di laurea in Scienze Politiche, Università degli Studi di Milano, a. acc. 2005/2006
- F. Ventriglia, *Il Difensore civico*, tesi di laurea in Scienze Organizzative e Gestionali, Università della Tuscia, a. acc. 2005/2006
- P. Girardi, *Il Difensore civico regionale*, tesi di laurea in Giurisprudenza, Università di Trieste, a. acc. 2006/2007

**PROPOSTE DI MIGLIORAMENTI NORMATIVI E/O AMMINISTRATIVI
(R.A.V.A., U.S.L., A.R.E.R., COMUNI E COMUNITA' MONTANE, MINISTERI)**

R.A.V.A.

- A seguito di istanze, si interviene presso il Presidente della Regione al fine di proporre una verifica del rispetto del *Regolamento regionale n. 6/1996*, nella parte in cui permette ai partecipanti a pubblici concorsi indetti da Enti regionali di poter scegliere se sostenere le prove di esame in lingua italiana o francese, con esito di fattiva collaborazione da parte del Coordinatore del Dipartimento Personale e Organizzazione, integrata dal valido intervento del Presidente del Consorzio degli Enti locali della Valle d'Aosta.
- In esecuzione del mandato ricevuto dall'Assessore alla Sanità, Salute e Politiche sociali, a sua volta delegato dal Presidente della Regione, per il coordinamento delle attività di studio e predisposizione di un nuovo *Protocollo d'Intesa* tra R.A.V.A. e Dipartimento dell'Amministrazione penitenziaria relativo alla Casa Circondariale di Aosta, attività che ha impegnato il Gruppo di lavoro all'uopo costituito per tutto il primo semestre del 2005, nel mese di giugno il Difensore civico ha provveduto alla consegna della bozza definitiva, che, dopo le verifiche di competenza, si auspica possa essere perfezionata a breve termine.
- In relazione all'avvenuta eliminazione, a livello di normativa statale, del ricorso amministrativo alla Commissione medico-legale superiore avverso i provvedimenti di certificazione dell'invalidità, se ne esamina l'incidenza in riferimento alla normativa regionale, con esito di valutazione positiva della L. r. n. 11/1999, che risulta maggiormente garantista (il che si comunica all'Assessore alla Sanità, Salute e Politiche sociali).
- A seguito di segnalazioni pervenute da Cittadini e Associazioni, si evidenzia all'Assessore alla Sanità, Salute e Politiche sociali e al Capo del Servizio Famiglia e Politiche giovanili, così come al Direttore Generale U.S.L., l'opportunità di improntare l'attività di assistenza socio-sanitaria espletata sul territorio valdostano a spirito meno sanzionatorio e più collaborativo e solutorio dei disagi sociali emergenti, con esito di condivisione di vertice.
- A seguito di istanze, si chiede all'Assessore alla Sanità, Salute e Politiche sociali e al Direttore Generale U.S.L. di voler prendere in considerazione la possibilità di riorganizzare il servizio delle Commissioni per l'accertamento dell'invalidità o la concessione dei benefici previsti dalla L. n. 104/1992, al fine di renderlo più rapido e funzionale.
- In relazione ai numerosi casi sociali seguiti dall'Ufficio, con particolare riferimento al drammatico problema della casa, si interviene presso l'Assessore alla Sanità, Salute e Politiche sociali al fine di promuovere l'adeguamento dell'organico degli Assistenti sociali alle esigenze della comunità valdostana onde assicurare non solo diagnosi e risoluzione, ma anche prevenzione delle situazioni di disagio, con conseguenti vantaggi sia in termini economici che di risultati operativi, a tutela delle fasce deboli e in vista della pace sociale.
- In relazione ad istanze concernenti minori, si interviene presso l'Assessore alla Sanità, Salute e Politiche sociali e il Direttore Generale U.S.L. al fine di promuovere le verifiche di competenza in merito alle Comunità terapeutiche utilizzate

dall'Amministrazione regionale fuori Valle e, soprattutto, di proporre, a radicale soluzione del problema, la realizzazione di analoghe strutture all'interno della Regione, con conseguenti vantaggi sia in termini economici che di vicinanza e qualità del servizio.

- A seguito di istanze esaminate da questo Ufficio in collaborazione con l'Associazione Volontariato carcerario, si chiede all'Assessore alla Sanità, Salute e Politiche sociali e al Direttore Generale U.S.L. di voler prendere in considerazione la possibilità di istituire uno sportello U.S.L. all'interno della Casa Circondariale di Aosta, con apertura settimanale, finalizzato a meglio recepire le numerose e documentate problematiche che si presentano all'interno dell'Istituto penitenziario.
- A seguito di istanze, si interviene presso l'Assessore alla Sanità, Salute e Politiche sociali al fine di promuovere un aggiornamento dei requisiti economici richiesti per l'accesso alle sovvenzioni erogate dall'Amministrazione regionale, nonché il ridimensionamento delle contribuzioni dei Cittadini in situazione di disagio economico per i servizi sociali e sanitari, con esito positivo, di cui si auspicano ulteriori sviluppi.
- In relazione alle problematiche socio-sanitarie sottoposte all'Ufficio, su richiesta dell'Assessore alla Sanità, Salute e Politiche sociali, si esamina la proposta di *Piano regionale per la salute e il benessere sociale per il biennio 2006-2008*, verificandone completezza ed efficacia generale e puntualizzandone specifica considerazione del settore carcerario in sede di attuazione.
- A seguito di istanza, si interviene presso l'Assessorato Sanità, Salute e Politiche sociali, la Sovrintendenza agli Studi, l'Università della Valle d'Aosta e un Comune, al fine di verificare la possibilità di inserire un soggetto disabile nella Scuola media superiore, con esito di fattiva collaborazione (risolto positivamente il caso, le parti interessate si attivano in vista di adeguata programmazione, volta a prevedere stabilmente questo tipo di inserimento).
- In relazione a casi concernenti minori, si interviene presso il Capo Servizio Famiglia e Politiche giovanili dell'Assessorato Sanità, Salute e Politiche sociali, segnalando l'opportunità di adottare, in presenza di situazioni delicate, forme di trasmissione di documentazione e dati che assicurino il ricevimento degli stessi esclusivamente al destinatario, con esito di positiva programmazione.
- A seguito di istanza, si interviene presso l'Assessore all'Istruzione e Cultura al fine di segnalare gli ostacoli che rendono difficoltoso ai soggetti disabili l'accesso alle sedi espositive, ottenendo adeguata programmazione di interventi tecnico-logistici.
- A seguito di istanza, si interviene presso il Presidente della Regione e gli Assessori all'Istruzione e Cultura e alla Sanità, Salute e Politiche sociali, chiedendo di voler prendere in considerazione la possibilità di una diversa collocazione e organizzazione del servizio asili nido, nell'ottica di un unico processo formativo - da zero a sei anni - caratterizzato dalla continuità con la scuola materna, in relazione non solo alle finalità assistenziali a favore della famiglia, ma anche e soprattutto all'educazione e socializzazione del bambino, con esito di fattiva collaborazione comprensiva di disegno di legge regionale per la riorganizzazione dei servizi di prima infanzia.
- A seguito di istanza, si interviene presso l'Assessore all'Istruzione e Cultura, proponendo di valutare la possibilità di

rivedere il bando che prevede l'erogazione di provvidenze economiche a favore di studenti universitari al primo anno fuori corso, onde evitare che alcuni si trovino nella condizione di dover ottenere un credito formativo matematicamente impossibile stante quanto disposto dal *Regolamento* della Facoltà frequentata.

- A seguito di istanze presentate a questo Ufficio, si interviene presso l'Assessore all'Istruzione e Cultura e il Sovrintendente agli Studi proponendo di prendere in considerazione anche le richieste di contribuzione per Insegnanti di sostegno inoltrate ad anno scolastico iniziato da Istituti scolastici paritari, prevedendo la creazione di un apposito fondo in caso di bisogno.
- A seguito delle numerose istanze pervenute a questo Ufficio in merito al grave problema di assenza di alloggi da destinare all'emergenza abitativa, si verifica la disponibilità delle parti interessate ad organizzare incontri volti ad approfondire ulteriormente la questione, con particolare riferimento all'opportunità di arginare il fenomeno usufruendo degli strumenti messi a disposizione dalla normativa vigente, nella prospettiva anche di meglio pubblicizzare e valorizzare il ricorso alla locazione incentivata, nonché di sorreggere i Cittadini in stato di bisogno tramite l'attivazione dei contributi previsti dalla L. r. n. 19/1994 e di un idoneo accompagnamento assistenziale finalizzato ad evitare l'insorgere o l'aggravarsi di casi sociali.
- A seguito di segnalata disparità, in forza delle modifiche alla L. r. n. 40/1995, tra Cittadini acquirenti di alloggi E.R.P. a fine 2004 o inizio 2005, si propone all'Assessore al Territorio, Ambiente e Opere pubbliche, al Presidente dell'A.R.E.R. e al Sindaco di Aosta di valutare l'opportunità di attivare un procedimento, previsto da leggi sull'*Ombudsman/Médiateur* in Regioni e Stati anche europei, che permetta al Difensore civico, in accordo con le parti interessate, di proporre una soluzione equitativa dell'ingiustizia derivante da una pur corretta applicazione normativa, fatte salve misure prudenziali.
- In relazione a problematica concernente l'impossibilità di bloccare la *Carte Vallée* rubata o smarrita nel fine settimana e in giorno festivo, si interviene nuovamente presso l'Assessore alle Attività produttive e Politiche del Lavoro al fine di promuovere l'attivazione, in tempi ragionevoli, di meccanismi di protezione dei fondi accessibili con la tessera elettronica, secondo modalità analoghe a quelle previste per le carte di credito, con esito positivo.
- A seguito di istanze da parte di Cittadini, Associazioni ed Enti, si interviene presso il Presidente della Regione, il Direttore dell'Agenzia del Lavoro, il Direttore Generale U.S.L., i Sindaci dei Comuni convenzionati, il Presidente della Comunità montana Valdigne Mont Blanc, il C.E.L.V.A. e il Direttore della Direzione regionale del Lavoro, promuovendo riunioni congiunte finalizzate ad evidenziare l'opportunità di considerare - in armonia con la più recente evoluzione normativa e giurisprudenziale, anche comunitaria, in materia di inserimento lavorativo di soggetti privi della Cittadinanza europea presso Enti pubblici, non ostante il parere negativo espresso dal Dipartimento della Funzione pubblica - la possibilità di accesso, da parte di extracomunitari dotati di regolare permesso di soggiorno per motivi di lavoro, a posti di lavoro che comportino lo svolgimento di mansioni esterne alla sede dell'Ente (es. giardiniere, autista), con esito di collaborazione *de iure condendo*.
- Nell'ambito della fattiva collaborazione, di cui alla legge istitutiva, instaurata con la I Commissione consiliare permanente, si provvede ad inviare periodicamente copia delle proposte di miglioramento normativo e/o amministrativo inoltrate dal Difensore civico all'Amministrazione regionale, evidenziandone l'accoglimento quasi generale.

U.S.L.

- A seguito di segnalazioni pervenute da Cittadini e Associazioni, si evidenzia al Direttore Generale, così come all'Assessore regionale alla Sanità, Salute e Politiche sociali e al Capo del Servizio Famiglia e Politiche giovanili, l'opportunità di improntare l'attività di assistenza socio-sanitaria espletata sul territorio valdostano a spirito meno sanzionatorio e più collaborativo e solutorio dei disagi sociali emergenti, con esito di condivisione di vertice.
- In relazione ad istanze concernenti minori, si interviene presso il Direttore Generale e l'Assessore regionale alla Sanità, Salute e Politiche sociali al fine di promuovere le verifiche di competenza in merito alle Comunità terapeutiche utilizzate dall'Amministrazione regionale fuori Valle e, soprattutto, di proporre, a radicale soluzione del problema, la realizzazione di analoghe strutture all'interno della Regione, con conseguenti vantaggi sia in termini economici che di vicinanza e qualità del servizio.
- A seguito di istanze esaminate da questo Ufficio in collaborazione con l'Associazione Volontariato carcerario, si chiede al Direttore Generale e all'Assessore regionale alla Sanità, Salute e Politiche sociali di voler prendere in considerazione la possibilità di istituire uno sportello U.S.L. all'interno della Casa Circondariale di Aosta, con apertura settimanale, finalizzato a meglio recepire le numerose e documentate problematiche che si presentano all'interno dell'Istituto penitenziario.
- Grazie alla fattiva collaborazione instauratasi con il Direttore Amministrativo e il Dirigente U.R.P. e con il Dirigente dell'Ufficio Immigrazione della Questura, si approfondisce la questione riguardante la possibilità di fornire assistenza sanitaria anche alle donne in stato di gravidanza, provenienti da Paesi *extra* U.E., non in possesso di permesso di soggiorno e, pertanto, prive di polizza assicurativa a copertura delle spese sanitarie; in merito, si propone ai competenti Organi di favorire la scelta di sottoporsi volontariamente a visita medico-specialistica a pagamento, onde poterne accertare lo stato di gravidanza, stante che tale certificato risulta documento idoneo al rilascio del permesso di soggiorno per motivi di cura e gravidanza e, di conseguenza, titolo per l'iscrizione volontaria al S.S.R., previo pagamento della quota stabilita dalla vigente normativa.
- A seguito di istanze, si chiede all'Assessore regionale alla Sanità, Salute e Politiche sociali e al Direttore Generale di voler prendere in considerazione la possibilità di riorganizzare il servizio delle Commissioni per l'accertamento dell'invalidità o la concessione dei benefici previsti dalla L. n. 104/1992, volta a renderlo più rapido e funzionale.
- A seguito di istanze relative a tempi e modalità di verifica delle condizioni di idoneità al riconoscimento della patente di guida da parte della competente Commissione medico-legale, si sottolinea la collaborazione positiva per quanto attiene le verifiche atte a garantire una sempre migliore qualità del servizio.
- A seguito di istanze, si interviene presso il Direttore Generale proponendo di valutare la possibilità di invitare i Medici di base e gli addetti ai centri di prenotazione a meglio illustrare agli utenti la procedura per richiedere esami clinici urgenti.
- A seguito di istanze da parte di Cittadini, Associazioni ed Enti, si interviene presso il Presidente della Regione, il Direttore dell'Agenzia del Lavoro, il Direttore Generale U.S.L., i Sindaci dei Comuni convenzionati, il Presidente della Comunità montana Valdigne Mont Blanc, il C.E.L.V.A. e il Direttore della Direzione regionale del Lavoro, promuovendo riunioni

congiunte finalizzate ad evidenziare l'opportunità di considerare - in armonia con la più recente evoluzione normativa e giurisprudenziale, anche comunitaria, in materia di inserimento lavorativo di soggetti privi della Cittadinanza europea presso Enti pubblici, non ostante il parere negativo espresso dal Dipartimento della Funzione pubblica - la possibilità di accesso, da parte di extracomunitari dotati di regolare permesso di soggiorno per motivi di lavoro, a posti di lavoro che comportino lo svolgimento di mansioni esterne alla sede dell'Ente (es. giardiniere, autista), con esito di collaborazione *de iure condendo*.

A.R.E.R.

- A seguito delle numerose istanze pervenute a questo Ufficio in merito al grave problema di assenza di alloggi da destinare all'emergenza abitativa, si verifica la disponibilità delle parti interessate ad organizzare incontri volti ad approfondire ulteriormente la questione, con particolare riferimento all'opportunità di arginare il fenomeno usufruendo degli strumenti messi a disposizione dalla normativa vigente, nella prospettiva anche di meglio pubblicizzare e valorizzare il ricorso alla locazione incentivata, nonché di sorreggere i Cittadini in stato di bisogno tramite l'attivazione dei contributi previsti dalla L. r. n. 19/1994 e di un idoneo accompagnamento assistenziale finalizzato ad evitare l'insorgere o l'aggravarsi di casi sociali.
- A seguito di segnalata disparità, in forza delle modifiche della L. r. n. 40/1995, tra Cittadini acquirenti alloggi E.R.P. a fine 2004 o nei primi mesi del 2005, si propone al Presidente, al Sindaco di Aosta e all'Assessore regionale al Territorio, Ambiente e Opere pubbliche, di valutare l'opportunità di attivare un procedimento, previsto da leggi sull'*Ombudsman/Médiateur* in Regioni e Stati anche europei, che permette al Difensore civico, in accordo con le parti interessate, di risolvere secondo "equità" casi di grave ingiustizia derivanti da una pur corretta applicazione normativa, fatte salve misure prudenziali.

COMUNI E COMUNITA' MONTANE

- A seguito di istanze riguardanti presunti comportamenti poco tolleranti e/o non disponibili alle dovute spiegazioni da parte di Agenti della Polizia municipale di Aosta, si interviene presso il Vice-Sindaco per adeguata azione programmatica, con esito positivo anche nei riscontri pratici.
- A seguito di istanze riguardanti la problematica dell'istituzione delle targhe alterne quale parziale soluzione al problema dell'inquinamento da polveri fini, si interviene, con esito di positiva collaborazione, presso Sindaco e Vice-Sindaco di Aosta.
- A seguito di istanze, si interviene presso il Sindaco di Aosta, proponendo di considerare l'opportunità di adottare modalità di spedizione delle richieste di documentazione o altri adempimenti condizionanti l'erogazione di benefici, soprattutto socio-economici, da ottemperare entro termini perentori, che diano certezza dell'avvenuto recapito ai destinatari; si propone, altresì, di promuovere e verificare, presso gli Uffici competenti a ricevere documentazione amministrativa, la prassi del rilascio di apposita ricevuta o timbro di avvenuta consegna, con positivo riscontro.
- A seguito delle numerose istanze pervenute a questo Ufficio in merito al grave problema di assenza di alloggi da destinare all'emergenza abitativa, si verifica la disponibilità delle parti interessate ad organizzare incontri volti ad approfondire ulteriormente la questione, con particolare riferimento all'opportunità di arginare il fenomeno usufruendo degli strumenti

messi a disposizione dalla normativa vigente, nella prospettiva anche di meglio pubblicizzare e valorizzare il ricorso alla locazione incentivata, nonché di sorreggere i Cittadini in stato di bisogno tramite l'attivazione dei contributi previsti dalla L. r. n. 19/1994 e di un idoneo accompagnamento assistenziale finalizzato ad evitare l'insorgere o l'aggravarsi di casi sociali.

- A seguito di segnalata disparità, in forza delle modifiche della L. r. n. 40/1995, tra Cittadini acquirenti di alloggi E.R.P. a fine 2004 o inizio 2005, si propone al Sindaco di Aosta, al Presidente dell'A.R.E.R. e all'Assessore regionale al Territorio, Ambiente e Opere pubbliche di valutare l'opportunità di attivare un procedimento, previsto da leggi sull'*Ombudsman/Médiateur* in Regioni e Stati anche europei, che permetta al Difensore civico, in accordo con le parti interessate, di proporre una soluzione equitativa dell'ingiustizia derivante da una pur corretta applicazione normativa, fatte salve misure prudenziali.
- A seguito di istanza, si interviene presso l'Assessorato regionale Sanità, Salute e Politiche sociali, la Sovrintendenza agli Studi, l'Università della Valle d'Aosta e un Comune, al fine di verificare la possibilità di inserire un soggetto disabile nella Scuola media superiore, con esito di fattiva collaborazione (risolto positivamente il caso, le parti interessate si attivano in vista di adeguata programmazione, volta a prevedere stabilmente questo tipo di inserimento).
- A seguito di istanze da parte di Cittadini, Associazioni ed Enti, si interviene presso il Presidente della Regione, il Direttore dell'Agenzia del Lavoro, il Direttore Generale U.S.L., i Sindaci dei Comuni convenzionati, il Presidente della Comunità montana Valdigne Mont Blanc, il C.E.L.V.A. e il Direttore della Direzione regionale del Lavoro, promuovendo riunioni congiunte finalizzate ad evidenziare l'opportunità di considerare - in armonia con la più recente evoluzione normativa e giurisprudenziale, anche comunitaria, in materia di inserimento lavorativo di soggetti privi della Cittadinanza europea presso Enti pubblici, non ostante il parere negativo espresso dal Dipartimento della Funzione pubblica - la possibilità di accesso, da parte di extracomunitari dotati di regolare permesso di soggiorno per motivi di lavoro, a posti di lavoro che comportino lo svolgimento di mansioni esterne alla sede dell'Ente (es. giardiniere, autista), con esito di collaborazione *de iure condendo*.

MINISTERI

- In esecuzione del mandato ricevuto dall'Assessore alla Sanità, Salute e Politiche sociali, a sua volta delegato dal Presidente della Regione, per il coordinamento delle attività di studio e predisposizione di un nuovo *Protocollo d'Intesa* tra R.A.V.A. e Dipartimento dell'Amministrazione penitenziaria relativo alla Casa Circondariale di Aosta, attività che ha impegnato il Gruppo di lavoro all'uopo costituito per tutto il primo semestre del 2005, nel mese di giugno il Difensore civico ha provveduto alla consegna della bozza definitiva, che, dopo le verifiche di competenza, si auspica possa essere perfezionata a breve termine.
- Grazie alla fattiva collaborazione instauratasi con il Direttore Amministrativo e il Dirigente U.R.P. dell'U.S.L. e con il Dirigente dell'Ufficio Immigrazione della Questura, si approfondisce la questione riguardante la possibilità di fornire assistenza sanitaria anche alle donne in stato di gravidanza, provenienti da Paesi *extra* U.E., non in possesso di permesso di soggiorno e, pertanto, prive di polizza assicurativa a copertura delle spese sanitarie; in merito, si propone ai competenti Organi di favorire la scelta di sottoporsi volontariamente a visita medico-specialistica a pagamento, onde poterne accertare lo stato di gravidanza, stante che tale certificato risulta documento idoneo al rilascio del permesso di soggiorno per motivi di cura e gravidanza e, di conseguenza, titolo per l'iscrizione volontaria al S.S.R., previo pagamento della quota stabilita dalla

vigente normativa.

- A seguito di istanze e su segnalazione dei Servizi sociali della Regione, a tutela dell'equità si è intervenuti presso i competenti Uffici dei Ministeri dell'Interno e dell'Economia e Finanze, affinché venga valutata la possibilità di ottenere, mediante modifica della L. n. 40/1998, confluita nel D. Lgs. n. 286/1998, la decorrenza delle provvidenze economiche spettanti a Cittadini stranieri invalidi civili a partire dal primo giorno del mese successivo alla presentazione della richiesta della carta di soggiorno, una volta rilasciata, con esito di sostegno della proposta nell'ambito della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome e di considerazione, solo interlocutoria, da parte degli Uffici ministeriali competenti.
- A seguito di istanze da parte di Cittadini, Associazioni ed Enti, si interviene presso il Presidente della Regione, il Direttore dell'Agenzia del Lavoro, il Direttore Generale U.S.L., i Sindaci dei Comuni convenzionati, il Presidente della Comunità montana Valdigne Mont Blanc, il C.E.L.V.A. e il Direttore della Direzione regionale del Lavoro, promuovendo riunioni congiunte finalizzate ad evidenziare l'opportunità di considerare - in armonia con la più recente evoluzione normativa e giurisprudenziale, anche comunitaria, in materia di inserimento lavorativo di soggetti privi della Cittadinanza europea presso Enti pubblici, non ostante il parere negativo espresso dal Dipartimento della Funzione pubblica - la possibilità di accesso, da parte di extracomunitari dotati di regolare permesso di soggiorno per motivi di lavoro, a posti di lavoro che comportino lo svolgimento di mansioni esterne alla sede dell'Ente (es. giardiniere, autista), con esito di collaborazione *de iure condendo*.